

BALO

BULLETIN DES ANNONCES LEGALES OBLIGATOIRES



**PREMIER
MINISTRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction de l'information
légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE

26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15

www.dila.premier-ministre.gouv.fr

www.journal-officiel.gouv.fr

Publications périodiques

Comptes annuels

BANQUE FRANCAISE MUTUALISTE

Société coopérative de banque au capital de 169 353 659,50€

Siège social : 56-60, rue de La Glacière, 75013 Paris

RCS Paris 326 127 784

DOCUMENTS COMPTABLES SEMESTRIELS**A. - Bilan au 31 Décembre 2023 avant répartition.**

(En milliers d'euros.)

Actif	31/12/2022	31/12/2023
Caisse, banques centrales, CCP	418 958	32 462
Effets publics et valeurs assimilées	656 379	654 314
Créances sur les établissements de crédit	79 912	165 832
Opérations avec la clientèle	1 849 532	1 878 003
Obligations et autres titres à revenus fixes	688 982	667 396
Actions et autres titres à revenus variables	527 822	229 921
Parts dans les entreprises liées	26 812	24 713
Participations et autres titres détenus à long terme	27 151	27 646
Immobilisations incorporelles	21 694	18 042
Immobilisations corporelles	1 248	960
Autres actifs	13 223	18 603
Comptes de régularisation	19 236	21 919
Total actif	4 330 949	3 739 810

Passif	31/12/2022	31/12/2023
Dettes envers les établissements de crédit	1 323	1 170
Opérations avec la clientèle	3 835 068	3 249 780
Dettes représentées par un titre	0	0
Autres passifs	70 534	54 003
Comptes de régularisation	32 883	40 455
Provisions pour risques et charges	1 951	1 602
Dépôts de Garantie à caractère mutuel	0	0
Dettes subordonnées	2 160	2 217
Fonds pour risques bancaires généraux (FRBG)	22 205	22 205
Capitaux propres	364 826	368 379
Capital souscrit	180 318	169 354
Primes d'émission	20 202	7 498
Réserves	147 408	156 844
Provisions réglementées et subventions d'investissement	757	1 135
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice	16 140	33 548
Total passif	4 330 949	3 739 810

Hors bilan	31/12/2022	31/12/2023
Engagements donnés :		
Engagements de financement	44 566	54 498
Engagements de garantie	64	64
Engagements reçus :		
Engagement de financement	5 000	5 000
Engagement de garantie	36 651	60 363
Autres engagements reçus sur titres		
Engagements sur instruments financiers à terme	1 075 000	450 000

B. - Compte de résultat

(En milliers d'euros.)

Compte de résultat	31/12/2022	31/12/2023
+ Intérêts et produits assimilés	106 845	134 146
- Intérêts et charges assimilées	23 616	32 147
+ Revenus des titres à revenu variable	798	924
+ Commissions (produits)	25 070	29 050
- Commissions (charges)	2 040	2 318
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation	0	
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	3 116	5 948
+ Autres produits d'exploitation bancaire	321	1 035
- Autres charges d'exploitation bancaire	153	1 304
Produit net bancaire	104 108	135 333
- Charges générales d'exploitation	67 082	75 594
- Dotation aux amortissements et aux provisions sur immobilisations incorporelles et corporelles	4 301	4 751
+/-Autres produits/charges d'exploitation		
Résultat brut d'exploitation	32 725	54 988
+/- Coût du risque	10 441	6 654
Résultat d'exploitation	22 285	48 334
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	157	133
Résultat courant avant impôt	22 441	48 468
+/- Résultat exceptionnel	0	137
- Impôt sur les bénéfices	5 864	14 404
+/- Dotations/ reprises de fonds pour risques bancaires généraux et provisions réglementées	438	378
Résultat net	16 140	33 548

I. FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

- **Eléments financiers non récurrents**

Au cours du second semestre une opération de cession de créances douteuses a donné lieu à une diminution des encours douteux bruts de 9,1 millions d'euros avec un impact négatif net de 1,12 million d'euros sur le coût du risque 2023. A l'issue de cette transaction, le ratio de prêts non performants par rapport au portefeuille crédits s'établit à 5.29%.

Le conseil d'administration du 14/12/2023 a acté une réduction de capital de 11.3M€ avec la suppression de 741 397 titres. Cette opération a été finalisée le 31 décembre 2023.

L'administration fiscale a, en décembre 2023, fait une proposition de rectification suite à la vérification de la comptabilité des années 2020 et 2021 pour un montant de 2,3 millions d'euros. BFM a accepté cette régularisation et a procédé au règlement. Cette notification amènera une correction de la déclaration au titre de l'année 2022 avec une diminution de l'impôt sur les sociétés de 956 mille euros.

II. FAITS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

III. INFORMATIONS SUR LES REGLES ET PRINCIPES COMPTABLES**1. Méthodes d'évaluation et de présentation appliquées**

Les comptes sociaux sont établis selon les principes comptables généraux applicables en France aux établissements de crédit, conformément aux dispositions des règlements ANC n°2014-03 et ANC n°2014-07 relatif aux comptes des établissements du secteur bancaire.

Conformément aux dispositions de l'article L. 233-17 du Code de Commerce, la BFM est exemptée de l'obligation d'établir et de publier des comptes consolidés puisqu'elle est elle-même, ainsi que ses deux principales filiales SAS CGRM et la SCI La Glacière, sous le contrôle de la société NEHS qui les inclut dans ses comptes consolidés.

Société consolidant	Adresse	Méthode de consolidation
MNH	331 avenue d'Antibes, 45 200 AMILLY	Intégration globale

1.1. Comptabilisation de l'actif immobilisé

L'actif immobilisé est inscrit au bilan pour son prix d'acquisition (TVA non récupérable incluse, le cas échéant).

En ce qui concerne les logiciels projets : compte tenu de nombreux développements réalisés et à venir, la BFM applique la méthode préférentielle pour la comptabilisation de ces derniers et ce grâce notamment aux outils de suivi développés.

Durées d'amortissement des immobilisations

Les immobilisations sont amorties sur leur durée probable d'utilisation suivant le mode linéaire. L'approche par composants (ANC 2014-03) n'a pas conduit à identifier de différences significatives sur les principes déjà adoptés. De manière générale :

Logiciels	3 ans pour les logiciels Système 1 an pour les logiciels bureautique.
Logiciels Projets	5 ans et 7 ans
Immeubles	36 ans
Agencements et mobilier	3 ans et 10 ans
Matériel informatique	5 ans et 3 ans

1.2. Principes et méthodes comptables retenus pour le portefeuille titres et les instruments financiers à terme.**1.2.1. *Portefeuille titres***

Les règles relatives à la comptabilisation des opérations sur titres sont définies par les articles 2311-1 à 2391-1 (Titre 3 Comptabilisation des opérations sur titres du Livre II Opérations particulières) ainsi que par les articles 2211-1 à 2251-13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 pour la détermination du risque de crédit et la dépréciation des titres à revenu fixe.

Les titres sont présentés dans les états financiers en fonction de leur nature : effets publics (Bons du Trésor et titres assimilés), obligations et autres titres à revenu fixe (titres de créances négociables et titres du marché interbancaire), actions et autres titres à revenu variable.

La répartition des titres entre les 6 catégories de portefeuille (transaction, placement, investissement, titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées) est faite en fonction de l'intention initiale d'utilisation des titres, intention identifiée dans le système d'information comptable dès leur acquisition.

➤ Titres de transaction

Les titres de transaction sont des titres acquis ou vendus dès l'origine avec l'intention de les revendre ou de les racheter à brève échéance, c'est à dire dans un délai de 6 mois maximum. Ne peuvent être considérés comme des titres de transaction que ceux qui sont négociables sur un marché liquide, avec des prix de marché constamment accessibles aux tiers. Il peut s'agir de titres à revenu fixe ou de titres à revenu variable. Les titres de transaction sont enregistrés coupon couru (s'il s'agit de titres à revenu fixe) et frais exclus. A la clôture, ils sont évalués au prix de marché du jour le plus récent, le solde global des différences résultant des variations de cours est porté au compte de résultat.

A l'issue d'une durée de détention de six mois, les titres de transaction sont reclassés en titres de placement ou d'investissement, selon la qualification qui pourra leur être donnée en fonction des conditions requises d'inscription pour chacun des portefeuilles destinataires. Ces titres de transaction sont transférés à leur valeur de marché au jour du transfert.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de transaction dans son portefeuille au 31 décembre 2023.

➤ Titres de placement

Sont considérés comme des titres de placement, les titres acquis avec l'intention de les détenir pendant une durée supérieure à 6 mois, sans que l'établissement ne soit engagé, s'il s'agit de titres à revenu fixe, à les détenir jusqu'à l'échéance. Cette catégorie comprend également les titres provenant de la catégorie transaction et les titres ne satisfaisant pas aux conditions requises pour un classement en portefeuille d'investissement. A leur date d'acquisition, les titres de placement sont comptabilisés à leur prix d'acquisition frais exclus. Pour les titres reçus du portefeuille de transaction, la valeur de marché au jour du transfert vaut prix d'acquisition et la date de transfert vaut date d'acquisition. Les intérêts courus sont exclus pour les valeurs mobilières à revenu fixe et inclus pour les titres monétaires. La différence entre le prix d'acquisition des titres à revenu fixe et leur prix de remboursement est rapportée au compte de résultat sur la durée de vie résiduelle des titres. Ce rattachement est effectué selon un mode linéaire pour les valeurs mobilières à revenu fixe et selon un mode actuariel pour les titres monétaires. A la clôture de l'exercice, les titres de placement sont évalués au plus bas du prix d'acquisition et du prix de marché. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées, les moins-values latentes font l'objet d'une dépréciation.

Lorsque les titres font l'objet d'une couverture, les résultats sur instruments de couverture sont pris en compte par ligne de titres pour le calcul des dépréciations.

Le résultat des cessions ainsi que les dotations et reprises de dépréciations figurent dans la rubrique « Gains ou pertes des portefeuilles de placement et assimilés ».

➤ Titres d'investissement

Les titres d'investissement sont des titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée acquis ou reclassés de la catégorie « titres de transaction » ou « titres de placement » avec l'intention manifeste de détention jusqu'à l'échéance. Ne sont comptabilisés dans cette catégorie que les titres pour lesquels la Banque Française Mutualiste dispose de la capacité de financement nécessaire pour continuer de les détenir jusqu'à leur échéance et n'est soumise à aucune contrainte existante, juridique ou autre, qui pourrait remettre en cause son intention de détenir ces titres jusqu'à leur échéance.

Les titres d'investissement sont enregistrés pour leur prix d'acquisition, coupon couru à l'achat et frais d'acquisition inclus. La différence entre le prix d'acquisition et la valeur de remboursement est étalée de façon actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre.

Les revenus sont enregistrés en compte de résultat dans la rubrique : « Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe ». Ils peuvent faire l'objet d'une dépréciation s'il existe une forte probabilité que l'établissement ne conserve pas les titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles ou en cas de risque de défaillance de l'émetteur.

Les titres transférés du portefeuille de placement vers le portefeuille d'investissement sont inscrits à leur prix d'acquisition ; les dépréciations constituées à l'ouverture de l'exercice sont reprises sur la durée de vie résiduelle des titres concernés.

Le résultat des cessions éventuelles et les dotations et reprises de dépréciation sont inscrits en « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ». En cas de cession de titres d'investissement ou de transfert dans une autre catégorie de titres pour un montant significatif, l'établissement n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir conformément à l'article 2341-2 du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Durant la période, il n'y a pas eu ni cession ni transfert entre les titres de placement et les titres d'investissement

➤ Titres de l'activité de portefeuille

Relèvent d'une activité de portefeuille, les investissements réalisés de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

La Banque Française Mutualiste ne détient pas de titre de l'activité de portefeuille au 31 décembre 2023.

➤ Autres titres détenus à long terme

Relèvent de cette catégorie les investissements réalisés sous forme de titres dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent.

➤ Titres de participation et parts dans les entreprises liées

La BFM détient des titres de participation, classés comme tels car répondant à une volonté de participation durable à l'activité.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition. Cette valeur est revue à la baisse par le biais d'une dépréciation, le cas échéant, afin de tenir compte d'éléments significatifs tels qu'une dégradation de la situation nette et des perspectives concernant les sociétés détenues ; ou une dépréciation du cours dans le cas des sociétés cotées.

Les frais d'acquisitions des titres de participations sont incorporés au prix de revient et font l'objet d'un amortissement dérogatoire sur 5 ans à compter de la date d'acquisition de ces titres.

Les plus et moins-values de cessions ainsi que les dépréciations sur titres de participation et parts dans les entreprises liées sont enregistrées pour le montant net « Gains ou pertes sur actifs immobilisés ».

1.2.2. *Instruments financiers à terme*

Les principes et méthodes comptables retenus pour la comptabilisation des opérations financières à terme résultent du règlement n°2014-07 de l'ANC (livre II – titre 5 : « les instruments financiers à terme »), et tel que décrit dans l'article 2522-1. Les contrats sont enregistrés dans l'une des quatre catégories suivantes, selon qu'ils ont pour objet :

- a) De maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt.
- b) De couvrir, de manière identifiée dès l'origine, conformément à l'article 2514-1 du présent règlement, le risque de taux d'intérêt affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogènes.
- c) De couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors-bilan, à l'exclusion des opérations visées au b) ou au d).
- d) De permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction comprenant :
 - des contrats déterminés d'échange de taux d'intérêt ou de devises.
 - d'autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt.
 - des titres ou des opérations financières équivalentes.

Les engagements relatifs à ces opérations sont inscrits au hors-bilan pour la valeur nominale des contrats : ce montant représente le volume des opérations en cours. Les résultats afférents à ces opérations sont enregistrés en fonction de la nature de l'instrument et de la stratégie suivie :

— Opérations de couverture : les gains ou pertes réalisés sur opérations de couverture affectées (catégorie « b » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont rapportés au compte de résultat symétriquement à la comptabilisation des produits et charges de l'élément couvert et dans la même rubrique comptable.

Les charges et les produits relatifs aux instruments financiers à terme ayant pour objet la couverture et la gestion du risque de taux global, et plus particulièrement du risque « inflation », (catégorie « c » article 2522-1 du règlement ANC 2014-07) sont inscrits prorata temporis dans la rubrique « Intérêts et produits / charges assimilé(e)s ». Les gains et les pertes latents ne sont pas enregistrés.

Les opérations d'achat ou vente de couvertures sur instruments financiers à terme font l'objet d'une soule étalée sur la durée de vie restante à courir de l'élément couvert.

Les risques associés aux contrats dérivés de gré-à-gré relatifs aux opérations de couverture que réalise la banque dans le cadre de sa gestion du risque de taux d'intérêt font l'objet d'appels de marge. La mesure d'atténuation mise en place au sein de l'établissement rentre dans le périmètre du contrat cadre ISDA signé avec nos contreparties bancaires en février 2017 en prenant en considération les recommandations de la réglementation EMIR. Le Document Annexe en Remise de Garantie (DARG) à la Convention Cadre relative aux opérations de marché à terme (contrat de collatéral) permet de réduire le risque de contrepartie en cas de défaillance d'une des deux parties contractantes. Concernant la livraison du dépôt de garantie, les contreparties effectuent des appels de marge selon une fréquence quotidienne. Cette notification se base sur la valorisation des instruments de couverture le jour ouvré précédent. La date de livraison du dépôt de garantie s'effectue le jour ouvré suivant. S'agissant du versement de la rémunération du collatéral, la date de détermination des intérêts est effectuée mensuellement chaque jour calendaire. Pour la date de versement des intérêts, la règle appliquée est le 3ème jour ouvré du mois suivant.

1.3. Créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle

Les créances et dettes sur les établissements de crédit et la clientèle sont ventilées selon leur durée initiale et la nature du concours : créances / dettes à vue ou à terme, créances commerciales, comptes ordinaires et autres concours à la clientèle. Elles intègrent toute sorte de concours effectué avec les établissements de crédit, y compris les opérations de pension.

Seules les dettes et créances répondant aux conditions suivantes font l'objet d'une compensation comptable au bilan : même contrepartie, exigibilité et devise identique et existence d'une lettre de fusion de comptes.

Les intérêts courus non échus sur les créances ou dettes sont portés en comptes de créances ou dettes rattachées, en contrepartie du compte de résultat. Par ailleurs, les intérêts échus sur les créances douteuses viennent s'ajouter à l'encours douteux par contrepartie du compte de résultat. En application des règles déterminées par le règlement n° 2014-07 de l'ANC relatif au traitement comptable du risque de crédit, les différentes catégories d'encours sont les suivantes :

- Les encours sains

Il s'agit des crédits n'ayant pas d'incident de paiement notable dans le paiement des échéances de capital et d'intérêt.

- Les créances restructurées

Les créances restructurées constituent une sous-catégorie des encours sains et recouvrent essentiellement les dossiers ayant fait l'objet d'un plan de surendettement, et pour lesquels une décote est calculée, couvrant en valeur actualisée le différentiel entre les flux du nouveau plan de

surendettement et les flux du contrat d'origine. La dotation de cette décote figure en coût du risque, tandis que la reprise correspondante est présentée en Produits et intérêts sur opérations avec la clientèle.

- Les encours douteux

Il s'agit de crédits présentant au minimum un impayé pour les prêts en surendettement, un impayé de plus de trois mois pour les prêts à la consommation et les prêts immobiliers. La classification en douteux d'une créance entraîne par contagion le déclassement dans cette catégorie de l'ensemble des encours relatifs au débiteur.

- Les encours douteux compromis

Ils constituent une sous-catégorie des encours douteux et se composent des échéances impayées et du capital restant dû des crédits classés en douteux depuis plus d'un an, des créances ayant fait l'objet d'une déchéance du terme (dénommées « créances contentieuses »), des dossiers ayant fait l'objet d'un rééchelonnement ou d'une restructuration qui présentent au moins un impayé ainsi que des dossiers en attente d'un plan de rééchelonnement notamment dans le cadre de la loi sur le surendettement des particuliers depuis plus d'un an.

La classification en douteux compromis d'une créance entraîne par contagion le déclassement de l'ensemble des encours relatifs au débiteur. Lorsque le paiement des échéances initiales d'un crédit devenu douteux a repris de manière régulière, celui-ci peut à nouveau être classé dans la catégorie des encours sains.

Lorsque la créance bénéficie de garanties, celle-ci sont comptabilisées en hors bilan, dans le poste « Engagements de garanties reçues ».

Une créance est passée en perte lorsqu'elle est jugée irrécouvrable ; ce jugement s'appuie sur un certain nombre de critères tels que : le faible montant de la créance, la renonciation de succession suite à un décès, le refus d'aller en procédure ou encore l'ancienneté du dossier.

L'ensemble des créances douteuses (douteux et douteux compromis) fait l'objet de dépréciations, appréciées dossier par dossier ou par méthode statistique (sur la base des taux de pertes ou de récupérations observées sur les huit années écoulées) lorsque celle-ci est plus appropriée.

Conformément au règlement n° 2014-07 de l'ANC, la BFM détermine le montant de ces dépréciations afin de couvrir, en valeur actualisée au taux nominal du prêt, l'ensemble des pertes provisionnelles sur ces créances. En tout état de cause, le montant de la dépréciation ne peut être inférieur au montant des intérêts échus sur ces créances et non encaissés.

Depuis le changement de core banking system le 16/10/2021, les frais répétables et les pénalités de retard sont pris en comptes dans l'encours client total repris à l'actif et sont également désormais provisionnés.

1.4. Provisions pour risques et charges

Les provisions comprennent :

- Les provisions pour indemnités de fin de carrière
- Les provisions pour charges diverses
- Les provisions pour litiges et risques divers

Les engagements à long terme vis-à-vis du personnel sont constitués des indemnités de fin de carrière, pour l'évaluation desquelles la BFM applique la méthode 1 de la recommandation de l'ANC 2014-03. En application de cette recommandation, la BFM provisionne ses engagements de retraite et avantages similaires relevant de la catégorie des régimes à prestations définies.

Cette méthode tient compte d'hypothèses démographiques, des prévisions de départ anticipé, d'augmentation de salaires et de taux d'actualisation et d'inflation.

1.5. Fonds pour risques bancaires généraux

Ces fonds sont destinés à couvrir les risques inhérents aux activités de la Banque Française Mutualiste, conformément aux conditions requises par l'article 1121 du règlement n° 2014-07 de l'ANC et à l'arrêté du 20 février 2007 relatifs aux fonds propres. Les fonds pour risques bancaires généraux sont constitués à la discrétion des dirigeants de la BFM en vue de faire face à des charges ou à des risques dont la concrétisation est incertaine mais qui relèvent de l'activité bancaire

1.6. Principe de comptabilisation des commissions

L'enregistrement des commissions diffère selon qu'il s'agit d'éléments liés ou non à l'octroi ou l'acquisition d'un concours.

En effet, conformément au règlement 2014-07 de l'ANC (livre II, titre 1, article 2171-1), les commissions reçues ou versées lors de l'octroi d'un crédit sont étalées linéairement sur la durée de vie effective dudit crédit, alors que les autres commissions sont prises en résultat dès leur survenue.

Dans le cas de commissions étalées sur la durée de vie du prêt, le produit et la charge correspondants sont présentés en produits nets d'intérêts, les commissions restant à étaler sont intégrées aux postes de créances et dettes rattachées à l'encours de crédit.

1.7. Information relative aux parties liées

Conformément au règlement 2014-03 de l'ANC, la liste des transactions effectuées par la société BFM avec les entreprises liées ne fait pas l'objet d'une information en annexe, s'agissant d'opérations réalisées à des conditions normales de marché.

2. Changement de méthodes comptables

Néant.

C. - Annexes aux comptes annuels.**IV. Notes sur les postes du bilan**

Note 1. Ventilation des créances et dettes selon leur caractère échéancé

En K€	31/12/2022	31/12/2023
ACTIF		
Caisse, Banques centrales, CCP	418 958	32 462
A vue	418 958	32 462
A terme		
Créances rattachées		
Créances sur les établissements de crédit	79 912	165 832
A vue	29 481	115 301
A terme	50 389	50 389
Créances rattachées	42	141
Opérations avec la clientèle	1 849 532	1 878 003
A vue		
A terme	1 843 096	1 870 887
Créances rattachées	6 437	7 116
TOTAL	2 348 402	2 076 296
PASSIF		
Dettes envers les établissements de crédit	1 323	1 170
A vue		
A terme		
Dettes rattachées	1 323	1 170
Opérations avec la clientèle	3 835 068	3 249 780
Comptes d'épargne à régime spécial	3 834 862	3 247 363
Autres dettes à vue	206	308
A terme		2 100
Dettes rattachées		9
TOTAL	3 836 391	3 250 950

Note 2. Créances sur la clientèle

(En K€)	Valeur brute 31/12/2023	Dépréciation 31/12/2022	Dotations	Reprises	Dépréciation 31/12/2023	Valeur nette 31/12/2023
<i>Autres concours à la clientèle</i>						
-Encours sains	1 835 683	1 461	492	-711	1 241	1 834 442
Encours sains normaux	1 812 126					1 812 126
Encours sains créances restructurées	8 557	1 461	492	-711	1 241	7 316
Encours sains prêts décotés						
Avance en compte courant Groupe	15 000					15 000
Encours douteux, compromis et contentieux	102 751	72 652	39 411	-46 739	66 306	36 445
Encours douteux						
Encours douteux compromis						
Encours contentieux						
-Créances rattachées	7 116					7 116
<i>Comptes ordinaires débiteurs</i>						
Total Créances	1 945 551	74 112	39 903	-47 450	67 548	1 878 003

Les 1 835 M€ de créances saines sur la clientèle sont réparties en 1 746 M€ de prêts consentis à des particuliers (parmi lesquels la part des crédits consentis dans les Départements d'Outre-Mer représente un montant de 62 M€) et 89 M€ de concours accordés à des entreprises ou entrepreneurs individuels.

Par ailleurs, les prêts consentis par la BFM sont pour l'essentiel des prêts à la consommation (1 661 M€ du total des encours sains), les prêts immobiliers ne représentent que 70 M€ du total des encours sains. Le reste des encours sains est composé de crédits à l'équipement et de crédits d'exploitation accordés à des sociétés.

Certains des encours, bien que qualifiés de sains, sont assortis de décotes : il s'agit des créances restructurées (plan de surendettement Banque de France) pour un encours de 8.5 M€. Les décotes correspondent au différentiel actualisé entre les flux du nouveau plan de crédit mis en place et les flux du contrat d'origine.

Note 3. Ventilation des créances et dettes selon leur durée restant à courir

(En K€)	< 3 mois	3 mois à 1 an	1 à 5 ans	> 5 ans	TOTAL
CREANCES	157 491	418 578	1 381 254	588 076	2 545 398
A terme sur établ. de crédit					
A terme sur clientèle	157 491	393 424	1 123 757	203 330	1 878 003
Titres en portefeuille	0	25 153	257 497	384 746	667 396
DETTES	0	2 100	0	0	2 100
A terme envers les établi. de crédit					
A terme envers la clientèle		2 100			2 100
Titres de créances négociables					

Note 4. Créances et Dettes rattachées aux postes du bilan

(en K €)	31/12/2022	31/12/2023
CREANCES RATTACHEES	17 471	19 410
Banques centrales, CCP		
Etablissements de crédit	42	141
Concours à la clientèle	6 437	7 116
Prêts subordonnés à terme		
Obligations et autres titres	10 993	12 153
DETTES RATTACHEES	1 323	1 179
Établissement de crédit	1 323	1 170
Comptes créditeurs de la clientèle		9
Titres de créances négociables		

Note 5. Portefeuille de titres

1) Portefeuille de transaction

Néant.

2) Portefeuille de placement

(En K€)	31/12/2022				31/12/2023			
	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*	Valeur d'acquisition	Valeur de marché	Plus-values latentes	Moins-values latentes*
Titres de placement								
Obligations (1)	3 500	3 567			3 500	3 618		
Créances rattachées								
Parts d'OPCVM	404 508	312 413		-6 401	91 897	80 848		-3 176
Actions								
Autres titres de placements (2)	129 715	129 558			141 716	142 423		-516
Total	537 723	445 538		-6 401	237 114	226 889		-3 692

(1) titres non cotés

(2) FCT Younited

* Les moins-values latentes sont provisionnées à 100%

3) Ventilation des obligations et autres titres à revenu fixe

(En K€)	31/12/2022				31/12/2023			
	Organismes publics		Autres émetteurs		Organismes publics		Autres émetteurs	
	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné	Non subordonné	Subordonné
Entreprises liées								
Entreprises avec lesquelles existe un lien de participation								
Autres entreprises			681 065	3 500			660 219	3 500
Créances rattachées			4 416				3 677	
Dépréciation								
TOTAL			685 481	3 500			663 896	3 500

4) Portefeuille d'investissement

(En K€)	31/12/2022			Acquisitions	Cessions / tombées	31/12/2023			
	Nominal	Surcote Décote Coupon couru	Valeur Comptable			Nominal 31/12/23	Surcote Décote Coupon couru	Valeur comptable	Plus ou moins valeurs latentes
Titres états européens									
BCE	620 000	29 803	649 803			620 000	25 838	645 838	-47 991
Titres états non éligible									
BCE	115 000	5 125	120 125			115 000	4 088	119 088	-10 885
Obligations	136 500	-2 559	133 941			136 500	-2 369	134 131	-10 149
TSR	22 000		22 000			22 000		22 000	-762
BMTN	405 000		405 000		20 000	385 000		385 000	-40 257
Créances rattachées		10 993	10 993				12 153	12 153	
Dépréciation									
Total	1 298 500	43 361	1 341 861		20 000	1 278 500	39 709	1 318 209	-110 044

Détails des titres émis par des États Européens en portefeuille au 31/12/2023

PAYS	NOMINAL	Valeur bilan au 31/12/2023	Valeur marché au 31/12/2023	+/- valeurs latentes 31/12/2023
Autriche	55 000	63 571	59 590	-3 981
Allemagne	15 000	14 277	14 119	-78
Belgique	45 000	44 491	40 734	-3 757
Croatie	10 000	10 678	9 058	-1 619
Espagne	110 000	120 482	119 072	-1 409
France	85 000	86 650	76 862	-9 788
Hongrie	10 000	10 656	8 261	-2 394
Irlande	60 000	58 974	53 575	-5 399
Italie	80 000	85 808	81 406	-4 402
Pays-Bas	25 000	25 498	24 821	-677
Portugal	65 000	70 601	59 696	-10 905
Roumanie	60 000	61 387	57 805	-3 582
Total général	620 000	653 071	605 080	-47 991

Titres donnés en pension au 31/12/2023

Nature des titres mis en pension (en K€)	Nominal	Valeur bilan montant emprunté	Valeur bilan montant encaissé
Effets public – obligations			
TOTAL			

Note 6. Dettes représentées par un titre

(en K€)	31/12/2022	31/12/2023
Titres du marché interbancaire et TCN		
Dettes rattachées		
TOTAL GENERAL		

Note 7. Participations :

Note 7: Participations :

(En K€)	Capital	Capitaux propres	Quote-part du capital détenu	Valeur comptable des titres			Prêts et avances consentis	Montant des cautions données	CA du dernier exercice	Résultat du dernier exercice	Divid. reçus
				Brute	Dépré.	Nette					
	Participations détenues à plus de 50% :										
Paris SARL CIV	8	34	100%	8		8	90			-1	
Paris SCI LA GLACIERE	2	18 108	100%	21 317		21 317			3 733	1 076	
Paris SAS MUNITE	600	916	75%	3 180		3 180			1 868	256	
Paris											
	Participations détenues entre 10 et 50% du capital ou dont la quote-part est >1% du capital de la banque :										
GIE ACCEFIL	16	16	25%	4		4	106		6 842		
Boigny Sur Bionne											
SAS Miroir social	66	-62	21%	260	-259	1			121	-23	
Gennevilliers SCPI				19 364		19 364					701
Autres participations				110	-12	97					130
Total				44 243	-272	43 971	196		12 563	1 309	832

Les données financières des sociétés sont celles des comptes annuels 2023 pour la SCI La Glacière et la SAS Munité et 2022 pour les autres.

La BFM ne détient aucune filiale étrangère ; aucun des titres qu'elle détient n'est coté.

Les trois participations détenues à plus de 50% sont des entreprises liées.

Note 8. Immobilisations et amortissements

(en K€)	Valeur Brute au 31/12/2022	Acquisitions	Cessions / Mises au rebut	Poste à poste	Valeur Brute au 31/12/2023
Fonds de commerce					
Logiciels	5 585	39			5 624
Logiciels Projets	24 417	522			24 940
Autres immos incorporelles	8				8
Immobilisations en cours	82	173		191	446
Immobilisations Incorporelles	30 092	734		191	31 017
Terrains Constructions	452				452
Agencements	48	1			49
Matériel & Mobilier	4 588	30			4 618
Immobilisations en cours	192				1
Immobilisations Corporelles	5 280	31		-191	5 120
TOTAL GENERAL	35 372	765			36 137

Amortissements et Immobilisations nettes

(En K€)	Amort. et dépréciation au 31/12/22	Dotations	Sorties / Reprises	Amort. et dépréciation au 31/12/23	Valeur nette au 31/12/23
Fonds de commerce					
Logiciels	2 424	768		3 191	2 432
Logiciels Projets	5 968	3 808		9 777	15 163
Autres immos incorporelles	7			7	1
Immobilisations incorp. en cours					446
Immobilisations Incorporelles	8 399	4 576		12 975	18 042
Terrains Constructions	198	13		210	241
Agencements	44	1		45	4
Matériel & Mobilier	3 790	115		3 905	713
Immobilisations corp. en cours					1
Immobilisations Corporelles	4 032	128		4 160	960
TOTAL GENERAL	12 431	4 704		17 135	19 002

Note 9. Détail autres actifs et comptes de régularisation

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Autres actifs	13 223	18 603
Dépôts de garantie collatéral		
Acompte de prélèvements sociaux sur intérêts CSL	1 158	1 932
Débiteurs divers (1)	12 083	16 855
Comptes de stocks et emplois divers	-18	-183
Comptes de régularisation actif	19 236	21 919
Charges payées d'avance	291	323
Produits à recevoir (2)	10 289	10 659
Prélèvements en attente d'encaissement		2 823
Produits à recevoir sur instruments dérivés		
Divers	8 656	8 114

(1) Les débiteurs divers incluent notamment les dépôts de garantie FGDR pour 5 153 K€ et les impôts & Taxes pour 6 016 K€

(2) Les produits à recevoir incluent notamment les commissions rémunérant le partenariat avec la Société Générale pour 10 272 K€.

Note 10. Détail autres passifs et comptes de régularisation

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Autres passifs	70 534	54 003
Fournisseurs	2 290	1 385
Fournisseurs factures non parvenues	6 792	6 919
Dépôt de garantie collatéral	43 675	13 275
Cotisations d'assurances à reverser	2 926	6 791
Impôts et taxes	9 697	20 917
Créditeurs divers	5 152	4 716
Comptes de régularisation passif	32 883	40 455
Produits perçus d'avance	4 131	6 928
Charges à payer	5 047	7 841
Charges à payer sur instruments financiers		
Primes nettes d'assurance à reverser	23 270	20 492
Divers	435	5 193

Le poste Créditeurs divers est composé de commissions CNP à reverser aux mutuelles pour 1M€, de commissions à reverser à la SG pour 1.7M€ et de l'abondement versé à la BFM par une mutuelle sur les livrets détenus par ses adhérents pour un montant 274 K€ au 31 décembre 2023.

Note 11. Provisions

(En K€)	31/12/2022	Dotations	Reprises de provisions utilisées	Reprises de provisions devenues sans objet	31/12/2023
Provisions pour risques	1 028	395		1 011	412
Provisions pour charges	922	267			1 190
Total	1 951	663		1 011	1 602

Les provisions pour charges sont constituées des engagements de fin de carrière. Ces engagements sont évalués avec les hypothèses suivantes: taux d'actualisation à 3,65%, table de survie INSEE, un taux de turnover moyen de 3%, un taux de revalorisation des salaires à hauteur de 2,5% pour les cadres et 2% pour les non-cadres, un mode de départ à la retraite volontaire et un âge minimum légal de départ à la retraite. A noter qu'à partir de cette année l'hypothèse intègre les modalités de départ retenues suite à l'entrée en vigueur de la réforme des retraites. Les autres provisions sont constituées, d'une taxe de convention d'assurance à CNP pour 123K€, de 235K€ pour litiges salariaux en cours et 54K€ pour des risques clients

Note 12. Évolution des capitaux propres

(En K€)	31/12/2022	Affectation du résultat 2022	Augmentation	Réduction	Réaffectation	31/12/2023
Capital social	180 318		357	-11 322		169 354
Parts sociales	174 178		357	-11 322		163 213
CCI ⁽¹⁾	6 140					6 140
Actions de préférence						
Prime d'émission	20 202		414	-13 118		7 498
Prime d'émission Parts sociales	20 202		414	-13 118		7 498
Prime d'émission CCI						
Prime d'émission Actions de préférence						
Réserves	147 408	9 436				156 844
Légale	15 315	807				16 122
Statutaire	35 190	2 421				37 611
Facultative	95 981	6 208				102 189
Spéciale	922					922
Report à nouveau						
Provisions réglementées	757		378			1 135
Résultat de l'exercice	16 140	-16 140	33 548			33 548
Versement de dividendes		6 704				
Total Capitaux propres hors FRBG	364 826		34 697	-24 440		368 379
Fonds pour Risques Bancaires Généraux (FRBG)	22 205					22 205

Le capital est composé de 10 702 893 parts sociales et de 402 652 certificats coopératifs d'investissement d'une valeur nominale de 15,25 €.
Le résultat par titre de capital au 31 décembre 2023 s'établit à 3.02 €.

Note 13. Dettes subordonnées

En K€	Montant	Date d'émission	Durée initiale	Taux
Titres super subordonnés	2 100	29/06/2010	Indéterminée	Taux = Min(E12M + 3,3%);5,5%)
TOTAL	2 100			

En K€	31/12/2023
Dettes rattachées sur TSS	117
TOTAL	117

Ces dettes subordonnées sont assimilées à des fonds propres « Tier One ».

- Conditions de la subordination

Toutes les dettes subordonnées constituent des engagements directs, inconditionnels, non assortis de sûretés, à durée indéterminée et subordonnés de dernier rang de l'Émetteur.

- Conditions de remboursement des dettes subordonnées

Le remboursement anticipé des titres super subordonnés (TSS) ne peut se faire qu'à l'initiative de l'émetteur, après une période de cinq ans minimums, avec l'approbation préalable du Secrétariat Général de l'Autorité de Contrôle Prudentiel et de Résolution, et à condition d'être remplacé par des Fonds Propres de qualité identique ou supérieure.

V. NOTE SUR LES POSTES DU HORS-BILAN

Note 14 - Engagements de financement donnés

Les 54.5 M€ d'engagements de financement correspondent à des prêts accordés à la clientèle, mais non encore décaissés.

Note 15 - Engagements de garantie donnés

Les 64 K€ d'engagements de garantie correspondent à des cautions bancaires sur loyers accordées à la clientèle.

Par ailleurs, la BFM a transmis une partie de son portefeuille de créances, par voie d'endos, au profit de la SG, pour la part correspondant au montant tiré de la ligne de refinancement accordée par la Société Générale le cas échéant. Il n'y avait pas de montant tiré au 31 décembre 2023, et donc pas de garantie par voie d'endos.

Note 16 - Engagements de financement reçus

Les 5 M€ enregistrés correspondent à des enveloppes de refinancement accordées par la Société Générale et non utilisées au 31 décembre 2023

Note 17 - Engagements de garantie reçus

Les 60.3 M€ de garanties reçues correspondent pour 28.6 M€ à la part du risque pris en charge par les établissements de crédit partenaires de la BFM implantés dans les DOM. Ceux-ci garantissent en effet 50% des encours de prêts effectués dans le cadre du partenariat avec ces établissements.

Les 31.7 M€ restants représentent des sûretés reçues en garantie de prêts accordés à la clientèle

Note 18 - Autres engagements reçus sur titres

Néant.

Note 19 - Opérations sur instruments financiers à terme

La BFM procède à des opérations de couverture globale de son bilan en macro et micro-couverture.

Au 31 décembre 2023, son portefeuille d'instruments financiers à terme destiné à cette couverture se décomposait de la manière suivante :

Opérations sur instruments financiers à terme	Montants nominaux (En K€)	Type d'instruments financiers à terme	Nature de la couverture	Type d'index	Valorisation au 31/12/2023 (En K€)
SWAPS Inflation	450 000	SWAP	MACRO	INFLATION	11 197
Total	450 000				11 197

Au cours de l'exercice, onze swaps sont arrivés à échéances pour 625M€ d'engagement en Hors-Bilan et aucune nouvelle opération n'a été réalisée en 2023.

Ventilation des notionnels de swaps selon leur durée restant à courir :

Durée résiduelle des swaps	Notionnel en M€
0 à 1 an	
1 an à 5 ans	350 000
Plus de 5 ans	100 000
TOTAL	450 000

VI - Notes sur les postes du compte de résultat

Note 20. Ventilation des intérêts, produits et charges assimilés

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Intérêts et produits assimilés	106 845	134 146
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec les établissements de crédit	14 954	35 765
Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle	68 181	71 387
Intérêts et produits assimilés sur obligations et autres titres à revenu fixe	23 709	26 994
Produits sur opérations de crédit-bail assimilées et locations simples		
Intérêts et charges assimilées	-23 616	-32 147
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec les établissements de crédit	-13 273	-9 208
Intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle	-10 304	-22 937
Intérêts et charges assimilées sur obligations et autres titres à revenu fixe	-39	-2
Charges sur opérations de crédit-bail assimilées et locations simples		

Note 21. Ventilation des commissions perçues et versées

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Commissions perçues : produits	25 070	29 050
Commissions reçues des établissements de crédit	11 087	11 183
Commissions reçues de la clientèle		
Autres commissions	13 983	17 866
Commissions versées : charges	-2 040	-2 318
Commissions versées aux établissements de crédit	-336	-272
Autres commissions	-1 704	-2 047

Note 22. Ventilation des revenus sur titres à revenu variable

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Produits sur titres de placements		
Produits sur titres de participations	798	924
TOTAL	798	924

Note 23. Ventilation des gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation, de placement et sur actifs immobilisés.

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		
Solde des opérations de change		
Solde des opérations sur instruments financiers		
Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés	-3 116	5 948
Solde des opérations sur titres de transaction		
Solde des opérations sur titres de placements	-3 116	-5 948
<i>Moins value sur titres de placement</i>		-672
<i>Dotation aux provisions pour dépréciation</i>	-4 306	-1 972
<i>Plus Value sur titres de placement</i>	1 190	3 911
<i>Reprise provision pour dépréciation de titres</i>		4 681
<i>Autres</i>		
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	157	133
VNC des immobilisations cédées		
Produits des immobilisations cédées		
Reprise de provisions sur immobilisations		
Pertes sur titres de participation		
Gains sur titres de participation	55	133
Dotations pour dépréciation sur titres de participation		
Reprises de dépréciations sur titres de participation	101	
Pertes sur investissement		
Dotation provision pour dépréciation sur titres d'investissement		
Reprise provision pour dépréciation sur titres d'investissement		

Note 24. Détail des autres produits et charges

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Autres produits d'exploitation bancaire	321	1 035
Charges refacturées		
Divers	321	1 035
Autres charges d'exploitation bancaire	-153	-1 304
Divers	-153	-1 304

Note 25. Ventilation des charges générales d'exploitation

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Charges générales d'exploitation	-67 082	-75 594
Frais de personnel	-24 828	-29 255
Frais liés au personnel	-630	-692
Voyages, missions, réceptions, véhicules	-1 114	-1 145
Consultants, honoraires forfait et intérim	-17 349	-17 890
Prod immobilisée	159	23
Frais informatiques	-7 370	-10 681
Frais d'immeubles	-3 604	-3 665
Poste, télécom, coursiers	-1 870	-1 986
Marketing et publicité	-3 678	-4 574
Provisions frais généraux	-230	55
Frais de siège	-2 223	-2 373
Autres frais	-4 344	-3 411

Note 26. Frais de personnel

(En K€)	31/12/2022	31/12/2023
Salaires et traitements	-14 759	-16 003
Charges retraites	-1 011	-1 603
Autres charges sociales	-6 069	-6 810
Impôts & taxes et versements assimilés sur rémunérations	-1 710	-2 095
Abondements Plan épargne entreprise - PERCO	-705	-709
Participation des salariés		-1 216
Intéressement	-573	-819
Total	-24 828	-29 255

Au cours de la période, l'effectif moyen s'est élevé à 270 agents, répartis en 166 cadres et 104 techniciens.

Le montant global des rémunérations allouées aux mandataires sociaux à raison de leurs fonctions s'est élevé à 354 333,26 € pour la période. Au 31 décembre 2023, aucun encours d'avances et crédits ainsi que d'engagements au titre d'une garantie quelconque, n'a été accordé aux mandataires sociaux.

Note 27. Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des commissaires aux comptes au titre de la période se répartissent comme suit :

(En K€)	Grant Thornton	BDO	TOTAL
Mission légale de certification des comptes	125	125	250
Mission autres que certifications des comptes	5	5	10
TOTAL	130	130	260

Les montants mentionnés sont exprimés en hors taxes.

Note 28. Coût du risque :

Ce poste se décompose comme suit :

(En K€)	31/12//2022	31/12//2023
Dotations aux dépréciations sur créances douteuses	-23 900	-39 903
Reprises de dépréciations sur créances douteuses	32 879	46 739
Créances irrécouvrables	-20 991	-14 027
Récupération sur créances amorties	1 290	404
Dotations aux dépréciations pour dépréciation des stocks	-300	
Reprise de dépréciations sur stocks	628	
Dotation aux provisions sur risques et charges	-46	-123
Reprises de provisions sur risques et charges		257
Dotations diverses		
Total	-10 441	-6 654

Note 29. Résultat exceptionnel

(En K€)	31/12//2022	31/12//2023
Charges exceptionnelles		-137
Dotations aux provisions exceptionnelles		
Autres charges exceptionnelles		-137
Produits exceptionnels		
Reprise de provisions exceptionnelles		
Autres produits exceptionnels		
RESULTAT EXCEPTIONNEL		-137

Les autres charges exceptionnelles sont composées des intérêts de retard et autres taxes générés par le contrôle fiscal.

Note 30. Impôt sur les sociétés

(En K€)	31/12//2022	31/12//2023
Ventilation de l'impôt en fonction de sa nature	5 864	14 404
Au titre de l'impôt au taux de droit commun	5 998	13 215
Au titre de l'impôt au taux réduit de 28 %	173	411
Au titre des contributions additionnelles		
Au titre des contributions versées		
Crédit d'impôt	-314	-162
Reprise de provision pour impôt		
Impôt sur exercice antérieur	7	940
Ventilation de l'impôt en fonction du résultat	5 864	14 404
Impôt sur résultat courant	5 857	13 463
Impôt sur résultat exceptionnel		
Impôt sur exercice antérieur	7	940

D. – Rapport d'examen limité des commissaires aux comptes sur les comptes annuels.

A l'Assemblée générale de la société Banque Française Mutualiste

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Banque Française Mutualiste relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

L'opinion formulée ci-dessus est cohérente avec le contenu de notre rapport au comité d'audit.

Fondement de l'opinion**Référentiel d'audit**

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par l'article 5, paragraphe 1, du règlement (UE) n° 537/2014.

Justification des appréciations – Points clés de l'audit

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les points clés de l'audit relatifs aux risques d'anomalies significatives qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice, ainsi que les réponses que nous avons apportées face à ces risques.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Risque identifié – Provisionnement du risque de crédit

La Banque Française Mutualiste est exposée aux risques de crédit et de contrepartie. Ces risques résultant de l'incapacité de ses clients ou de ses contreparties à faire face à leurs engagements financiers, portent notamment sur ses activités de prêts. Comme indiqué dans les notes 1.3 et 2 de l'annexe aux comptes annuels, votre établissement constitue des dépréciations et des provisions destinées à couvrir les risques avérés de pertes.

Ces dépréciations peuvent être des dépréciations individuelles des crédits concernés ou des dépréciations calculées de manière statistique pour les portefeuilles de crédits présentant des risques homogènes et non dépréciés individuellement. Les dépréciations individuelles sont déterminées par la direction en fonction des flux futurs recouvrables estimés sur chacun des crédits concernés. Les dépréciations appréciées par méthode statistique sont fondées sur des taux de pertes ou de récupérations observées sur les 8 dernières années écoulées.

Le montant total des dépréciations comptabilisées au 31 décembre 2023 s'élève à 67,55 M€ et le montant des provisions sur encours sains s'élève à 1 241 K€ comme indiqué dans la note 2 – Créances sur la clientèle de l'annexe aux comptes annuels.

En raison du caractère significatif des montants que représentent les crédits octroyés à la clientèle dans le bilan de la BFM, et du recours au jugement de la Direction dans la détermination des dépréciations et provisions comptabilisées, nous avons considéré que l'identification et l'évaluation du risque de crédit constituait un point clé de l'audit.

Notre approche d'audit

Pour apprécier le caractère raisonnable des dépréciations constituées, nous avons :

- Pris connaissance du processus d'évaluation de ces dépréciations et du dispositif de contrôle interne l'encadrant ;
- Examiné la gouvernance des processus d'octroi (y compris le processus délégué aux partenaires), d'identification des encours douteux (y compris le déclassement des encours sains en encours douteux et l'application du principe de contagion) et de provisionnement ;
- Testé l'efficacité des contrôles relatifs à ces processus ;
- Vérifié la cohérence des données issues des systèmes de gestion avec les données comptables.

Lorsque les provisions et dépréciations ont été calculées de manière statistique, nous avons mis en oeuvre les procédures suivantes :

- Vérification de l'assiette sur laquelle a porté le calcul des provisions et des dépréciations et appréciation de la pertinence des hypothèses du modèle de provisionnement ;
- Vérification de l'exactitude arithmétique des calculs réalisés ;
- Revue de cohérence de l'évolution des dépréciations, des encours et de la charge du risque.

Lorsque la dépréciation a été déterminée sur base individuelle, nos travaux ont consisté à :

- Apprécier, sur base d'échantillons de dossiers de crédit, les hypothèses et données sous-jacentes retenues par la Direction pour l'estimation des dépréciations ;
- Contrôler la correcte mise en oeuvre des décisions prises par la direction.

Nous nous sommes également assurés que les règles de déclassement des créances saines en encours douteux n'ont pas été modifiées par rapport à l'exercice précédent. Nous avons vérifié que les notes III. 1.3 et 2 de l'annexe aux comptes annuels communiquent une information appropriée.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'assemblée générale.

La sincérité et la concordance avec les comptes annuels de informations relatives aux délais de paiement mentionnées à l'article D.441-6 du code de commerce appellent de notre part l'observation suivante : comme indiqué dans le rapport de gestion, ces informations n'incluent pas les opérations bancaires et les opérations connexes, votre société considérant qu'elles n'entrent pas dans le périmètre des informations à produire.

Informations relatives au gouvernement d'entreprise

Nous attestons de l'existence, dans la section du rapport de gestion du conseil d'administration sur le gouvernement d'entreprise, des informations requises [par l'article L.225-37-4 du code de commerce].

Autres vérifications ou informations résultant d'autres obligations légales et réglementaires

Désignation du commissaire aux comptes

Nous avons été nommés commissaires aux comptes de la société Banque Française Mutualiste par l'assemblée générale du 27 Mai 2004 pour le cabinet BDO Paris et du 22 mai 2018 pour le cabinet Grant Thornton.

Au 31 décembre 2023, le cabinet BDO était dans la 20ème année de sa mission sans interruption, et le cabinet Grant Thornton dans la 6ème année.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Objectif et démarche d'audit

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en oeuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Rapport au comité d'audit

Nous remettons au comité d'audit un rapport qui présente notamment l'étendue des travaux d'audit et le programme de travail mis en oeuvre, ainsi que les conclusions découlant de nos travaux. Nous portons également à sa connaissance, le cas échéant, les faiblesses significatives du contrôle interne que nous avons identifiées pour ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Parmi les éléments communiqués dans le rapport au comité d'audit figurent les risques d'anomalies significatives, que nous jugeons avoir été les plus importants pour l'audit des comptes annuels de l'exercice et qui constituent de ce fait les points clés de l'audit, qu'il nous appartient de décrire dans le présent rapport.

Nous fournissons également au comité d'audit la déclaration prévue par l'article 6 du règlement (UE) n° 537-2014 confirmant notre indépendance, au sens des règles applicables en France telles qu'elles sont fixées notamment par les articles L. 822-10 à L. 822-14 du code de commerce et dans le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes. Le cas échéant, nous nous entretenons avec le comité d'audit des risques pesant sur notre indépendance et des mesures de sauvegarde appliquées.

Fait à Paris et à Neuilly-sur-Seine, le 13 mai 2024

BDO Paris

Grant Thornton (Membre français de Grant Thornton International)

DocuSigned by:
Benjamin Izarié
B2AC603BEE9548B...

Benjamin Izarié
Associé

DocuSigned by:
Azarias Sekko
AB11EE7AFFC34E1...

Azarias Sekko
Associé

E. – Rapport de gestion.

Le rapport de gestion peut être communiqué sur simple demande.